



# Newsletter

## N° 203 – Décembre 2017

Secrétariat général de la CSSF  
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg  
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg  
Tél. : (+352) 26 251-2560  
E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)



---

## ACTUALITES

---

### **CRU : Publication de la déclaration de politique pour 2017**

Le Conseil de résolution unique vient de publier le 20 décembre 2017 sa déclaration de politique pour 2017 concernant l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles (« minimum requirement for own funds and eligible liabilities » ou « MREL »), destinée à servir de base pour la détermination des niveaux cibles MREL au niveau consolidé pour les banques sous la compétence du CRU.

Ainsi, par rapport à la politique MREL de 2016 qui consistait à communiquer des niveaux cibles informatifs, le CRU se dirige maintenant vers des niveaux cibles spécifiques à chaque banque, et devant être respectés obligatoirement, au niveau consolidé, pour la majorité des plus grandes et complexes banques sous la compétence du CRU.

La politique MREL pour 2017 fait partie d'une approche multiannuelle pour établir des niveaux cibles MREL finaux.

### **Publication des sanctions**

La CSSF informe les personnes intéressées que les mesures qu'elle impose à certains acteurs de la place financière luxembourgeoise suite à des infractions aux dispositions légales seront dorénavant publiées sur le site de la CSSF. Ces publications contiennent généralement des informations sur le type et la nature de l'infraction ainsi que sur l'identité de la personne physique ou morale à laquelle la sanction est imposée. En présence de situations particulières, notamment lorsque la publication de données personnelles serait disproportionnée, compromettrait la stabilité des marchés financiers, respectivement une enquête officielle en cours, ou causerait un préjudice disproportionné aux parties concernés, la CSSF est autorisée à procéder à une publication anonyme des mesures et sanctions administratives, à différer leur publication jusqu'à ce que ces situations cessent d'exister ou même à ne pas procéder à leur publication.

Les mesures et sanctions administratives publiées peuvent être consultées sur notre site à l'adresse : <http://www.cssf.lu/fr/documentation/sanctions/>.

---

## RESSOURCES HUMAINES

---

### **Evolution du personnel de la CSSF**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 9 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

#### **Innovation, paiements, infrastructures des marchés et gouvernance**

Elvira JÖRG

Amélie SOMMEN

Véronique POURTIER

#### **Personnel, administration et finances**

Patrick GARBI

#### **Secrétariat de direction**

Sarah MAUS

#### **Surveillance des PSF spécialisés**

Nathalie DARAIZE

## **On-site inspection**

Daniela CHIRU  
Stijn HUYSENTRUYT  
Philippe LEDUR

Suite au départ d'un agent, la CSSF compte 764 agents, dont 409 hommes et 355 femmes au 1<sup>er</sup> décembre 2017.

---

## ***AVERTISSEMENTS***

---

### **Avertissements publiés par la CSSF**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a publié trois avertissements, l'un concerne une entité dénommée Hush, l'autre concerne une entité dénommée Cybertrust S.A. et le dernier concerne une entité dénommée Epargne Banque.

<http://www.cssf.lu/conso/mateur/avertissements/news-cat/90/>

### **Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO**

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

[http://www.iosco.org/investor\\_protection/?subsection=investor\\_alerts\\_portal](http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal).

---

## ***REGLEMENTATION NATIONALE***

---

### **Circulaire CSSF 17/673**

L'objet de la circulaire CSSF 17/673 est d'informer sur les orientations de l'Autorité bancaire européenne (« ABE/EBA ») relatives aux exigences de publication au titre de la huitième partie du règlement (UE) n° 575/2013 (« CRR »), qui entrent en vigueur le 31 décembre 2017 et que la CSSF entend respecter en sa capacité d'autorité compétente. La huitième partie du CRR définit les exigences de publication d'informations applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

### **Circulaire CSSF 17/674**

L'objet de la circulaire CSSF 17/674 est de mettre en œuvre les orientations de l'AEMF (ESMA) concernant les déclarations de transactions au titre de l'article 26 de MiFIR, la conservation des données sur les ordres au titre de l'article 25 de MiFIR et la synchronisation des horloges professionnelles au titre de l'article 50 de MiFID II dans la réglementation luxembourgeoise. En outre, la circulaire fournit des précisions quant à l'obligation de déclarer les transactions prévue à l'article 26 de MiFIR en ce qui concerne les déclarations de transactions impliquant des succursales et les modalités à respecter pour la transmission des déclarations de transactions à la CSSF.

### **Circulaire CSSF-CPDI 17/10**

L'objet de la circulaire CSSF-CPDI 17/10 est de solliciter des informations sur les dépôts, en particulier sur les dépôts garantis au 31 décembre 2017 de tous les établissements de crédit de droit luxembourgeois, de POST Luxembourg du chef de ses prestations de services financiers postaux ainsi que des succursales d'établissements de crédit ayant leur siège dans un pays tiers (ci-après, « établissements »). Les informations récoltées doivent permettre au Conseil de protection des déposants et des investisseurs (« CPDI ») de déterminer le niveau cible annuel 2018 du Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (« FGDL »).

## Règlement CSSF N° 17-04 concernant les établissements d'importance systémique agréés au Luxembourg

Le règlement CSSF ne recense aucun établissement d'importance systémique mondiale. Par contre, il identifie quatre établissements CRR comme autres établissements d'importance systémique sur base de leur score, deux établissements CRR comme autres établissements d'importance systémique en application du jugement prudentiel ainsi que deux établissements CRR comme établissements d'importance systémique en application du jugement prudentiel basé sur une méthodologie enrichie tenant compte de particularités nationales. Par ailleurs, le règlement établit le taux de coussin pour ces autres établissements d'importance systémique. Ce règlement a été publié au Journal officiel (Mémorial A N° 1056) le 14 décembre 2017.

### Circulaire CSSF 17/675

L'objet de la circulaire est de porter à l'attention des banques les orientations de l'ABE (EBA) relatives aux pratiques de gestion du risque de crédit et à la comptabilisation des pertes de crédit attendues par les établissements de crédit. La CSSF entend respecter ces orientations en sa capacité d'autorité compétente.

### Règlement grand-ducal du 21 décembre 2017 relatif aux taxes à percevoir par la Commission de surveillance du secteur financier

Le règlement grand-ducal fixe les taxes que la CSSF perçoit de la part des entités surveillées pour couvrir ses frais de personnel en service, ses frais financiers et ses frais de fonctionnement, en exécution de l'article 24 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier. Le règlement grand-ducal a été publié le 22 décembre 2017 au Journal officiel (Mémorial A N° 1121) et entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le règlement abroge le règlement grand-ducal du 28 octobre 2013 relatif aux taxes à percevoir par la CSSF.

### Règlement CSSF N° 17-05 sur la fixation du taux de coussin contracyclique pour le premier trimestre 2018

Le règlement CSSF N° 17-05 établit le taux de coussin contracyclique applicable aux expositions pertinentes situées au Luxembourg. Ce taux est maintenu à 0% pour le premier trimestre de l'année 2018. Le règlement CSSF N° 17-05 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

---

## *REGLEMENTATION BANCAIRE ET MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE*

---

(uniquement en anglais)

### Single Supervisory Mechanism - European Central Bank (ECB)

#### Publications

**8 November 2017** - [ECB released guide on the supervision of less significant institutions \(LSIs\) within the SSM](#)

The ECB has published its guide on the supervision of LSIs within the SSM. The guide provides a picture of the framework for LSIs supervision, including of: (i) the organisation of banking supervision; (ii) the description of the LSI sector and recent developments; (iii) the challenges facing LSIs and the implications for the supervision; (iv) the main supervisory activities conducted on LSIs by NCAs; and (v) the promotion of the convergence of LSI supervision across the SSM.

**15 November 2017** - [Supervision Newsletter Autumn 2017](#)

The ECB has published its Supervision Newsletter Autumn 2017 including the following contributions for November:

- Addressing future non-performing loans
- Recovery and resolution: banks need to be prepared
- Mapping the key risks to euro area banks for 2018
- Brexit: an ECB supervision perspective
- Fine-tuning licensing for fintech banks
- Dialogue: a cornerstone of supervision

**24 November 2017** - [ECB Banking Supervision released thematic review report on IFRS 9](#)

The ECB has published the findings of a thematic review on International Financial Reporting Standard (IFRS) 9 which, as part of its supervisory priorities, assessed the preparedness of institutions for implementing the standard. The findings suggest that the impact of IFRS 9 on institutions applying the standardised approach for credit risk is likely to be greater than for institutions applying the internal ratings-based approach. The report also outlines key supervisory expectations for the ongoing implementation and application of IFRS 9. Banks in the euro area are currently working to implement this new accounting standard. Under the IFRS 9, which enters into force on 1 January 2018, financial institutions must recognise loan losses earlier than previously. Results of the thematic review were considered in the Supervisory Review and Evaluation Process (SREP) 2017.

### Interviews and speeches

**3 November 2017** - "[Ignazio Angeloni: Interview with Il Sole 24 Ore](#) (Italian Newsletter)" - Interview with Ignazio Angeloni, Member of the Supervisory Board of the ECB

**3 November 2017** - "[Ignazio Angeloni: Interview with Handelsblatt](#) (German Newsletter)" - Interview with Ignazio Angeloni, Member of the Supervisory Board of the ECB

**7 November 2017** - "[Sabine Lautenschläger: European banks – The quest for the best business model](#)" - Speech by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, ECB Forum on Banking Supervision, Frankfurt

**8 November 2017** - "[Danièle Nouy: Interview with Class CNBC](#) (American Newsletter)" - Interview with Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB

**9 November 2017** - "[Danièle Nouy: Second ordinary hearing in 2017 of the Chair of the ECB's Supervisory Board at the European Parliament's Economic and Monetary Affairs Committee](#)" - Introductory statement by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, Brussels

**9 November 2017** - "[Sabine Lautenschläger: Pro-cyclicality and interconnectedness in the financial sector – the European perspective](#)" - Presentation by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the "Monetary, Financial, and Prudential Policy Interactions in the Post-Crisis World" conference organised by BoE/HKMA/IMF in Washington D.C.

**14 November 2017** - "[Danièle Nouy: Banking union – Forging a European banking market](#)" - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the Frankfurt 120 Round Table, Frankfurt am Main

**14 November 2017** - "[Sabine Lautenschläger: Banking supervision - What next?](#)" - Speech by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, Banking Supervision, Resolution and Risk Management Conference during 20th Euro Finance Week, Frankfurt

**15 November 2017** - "[Ignazio Angeloni: "We need to seize the opportunities to adjust to changes in banking"](#)" - Interview with Ignazio Angeloni, Member of the Supervisory Board of the ECB, Supervision Newsletter (Autumn 2017)

**20 November 2017** - "[Sabine Lautenschläger: The European banking sector - the big challenges](#)" - Speech by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, IIF European Chief Risk Officer Forum, Frankfurt

**21 November 2017** - "[Pentti Hakkarainen: Internal Auditors – Key figures within a stable European banking sector](#)" - Speech by Pentti Hakkarainen, Member of the Supervisory Board of the ECB, at the ECIIA Conference, Frankfurt am Main

**24 November 2017** - "[Danièle Nouy: Progress and developments in European banking supervision](#)" - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, 18. Handelsblatt Jahrestagung on European Banking Regulation, Frankfurt

**30 November 2017** - "[Introductory remarks to the public hearing on the draft addendum to the ECB guidance to banks on non-performing loans](#)" - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, and Sharon Donnery, Chair of the ECB's High Level Group on NPLs, Frankfurt am Main

**30 November 2017** - "[Danièle Nouy: The time is ripe to clean up euro zone banks' bad loans](#)" - Opinion piece by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, published in the Financial Times

### Regulatory developments

**8 November 2017** - Publication of the [Opinion of the European Central Bank of 8 November 2017](#) on amendments to the Union framework for capital requirements of credit institutions and investment firms (CON/2017/46)

**8 November 2017** - Publication of the [Opinion of the European Central Bank of 8 November 2017](#) on revisions to the Union crisis management framework (CON/2017/47)

**9 November 2017** - Publication of the [Opinion of the European Central Bank of 9 November 2017](#) on support to home loan borrowers in a difficult financial situation and support for the voluntary restructuring of home loans denominated or indexed in a foreign currency (CON/2017/48).

## European Commission

### Publications

**10 November 2017** - Publication of the [Corrigendum to Commission Delegated Regulation \(EU\) 2017/1018 of 29 June 2016](#) supplementing Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council on markets in financial instruments with regard to regulatory technical standards specifying information to be notified by investment firms, market operators and credit institutions

**11 November 2017** - Publication of [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2017/2055 of 23 June 2017](#) supplementing Directive (EU) 2015/2366 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards for the cooperation and exchange of information between competent authorities relating to the exercise of the right of establishment and the freedom to provide services of payment institutions

**21 November 2017** - Publication of [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2017/2154 of 22 September 2017](#) supplementing Regulation (EU) No 600/2014 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards on indirect clearing arrangements

**21 November 2017** - Publication of [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2017/2155 of 22 September 2017](#) amending Delegated Regulation (EU) No 149/2013 with regard to regulatory technical standards on indirect clearing arrangements

**25 November 2017** - Publication of [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2017/2188 of 11 August 2017](#) amending Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council as regards the waiver on own funds requirements for certain covered bonds

**28 November 2017** - Publication of [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2017/2194 of 14 August 2017](#) supplementing Regulation (EU) No 600/2014 of the European Parliament and of the Council on markets in financial instruments with regard to package orders.

## European Banking Authority (EBA)

### Publications

#### **Capital Requirements Directive and Regulation**

**1 November 2017** - [EBA publishes final guidance on supervision of significant branches](#)

The European Banking Authority (EBA) has published its final Guidelines on the supervision of significant branches. Prompted by the increasing demand to establish branches across the European Union, these guidelines are designed to facilitate cooperation and coordination between the competent authorities involved in the prudential supervision of significant branches of EU institutions established in another Member State. They provide a framework for the identification of “significant-plus” branches through a common assessment carried out by home and host competent authorities of the branches' relevance to the institution or the financial stability in the host Member State. Furthermore, the final guidelines aim to outline a coordinated approach to their supervision and the assessment of recovery planning facilitated through the framework of colleges of supervisors.

**9 November 2017** - [EBA publishes an Opinion and Report on regulatory perimeter issues relating to the CRDIV/CRR](#)

The EBA has published an opinion and a report addressed to the European Parliament, Council and European Commission, on matters relating to the regulatory perimeter under the CRDIV/CRR (the OFI Report). These include the use of Articles 2(5) and 9(2) of CRDIV and the interpretation of the terms 'financial institution' and 'ancillary services undertaking' as defined in the CRR. The opinion is based on the results of a detailed assessment across the EU of the prudential treatment of 'other financial intermediaries' (OFIs), i.e. those entities carrying out credit intermediation activities that are not credit institutions nor other specified types of financial entity. The results of this assessment are included in the report.

With respect to the interpretation of the terms 'financial institution' and 'ancillary services undertaking', which are crucial for the purposes of establishing the scope of prudential consolidation under the CRR, the OFI Report should be read in conjunction with the public consultation on draft regulatory technical standards (RTS) on methods of prudential consolidation (see below under Consultations) as well as the corresponding CSSF press release of 10 November 2017 (refer to: [http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués\\_2017/C\\_RTS\\_prudential\\_consolidation\\_101117.pdf](http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués_2017/C_RTS_prudential_consolidation_101117.pdf)).

**14 November 2017** - [EBA publishes final guidance on connected clients](#)

The EBA has published its final Guidelines on the treatment of connected clients as defined in the CRR, aiming at supporting institutions in identifying all possible connections among their clients, in particular when control relationships or economic dependency should lead to the grouping of clients because they constitute a single risk. The guidelines apply to all areas of the CRR where the concept of 'group of connected client' is used, including the EBA technical standards and the EBA guidelines that refer to

that concept. These guidelines replace the 2009 CEBS 'Guidelines on the implementation of the revised large exposures regime' issued on 11 December 2009.

**14 November 2017** - [EBA releases its annual assessment of the consistency of internal model outcomes](#)

The EBA has published two reports on the consistency of risk weighted assets (RWAs) across all EU institutions authorised to use internal approaches for the calculation of capital requirements. The reports, which are part of the EBA's annual assessment of the consistency of internal model outcomes, cover credit risk for large corporate, institutions, and sovereign portfolios (collectively referred to as "low default portfolios" - LDP), as well as market risk. The EBA suggests that the results confirm previous findings, with the majority of risk-weights (RWs) variability explained by fundamentals.

**15 November 2017** - [EBA observes good level of compliance with its guidelines on O-SIIs](#)

The EBA has published a report on the peer review carried out to evaluate the implementation of its Guidelines on the criteria for the assessment and identification of other systemically important institutions (O-SIIs) across the EU. Overall, the peer review concluded that the majority of the authorities are compliant with the EBA Guidelines.

**15 November 2017** - [EBA acknowledges the Commission adoption of amended supervisory reporting standards](#)

The EBA has acknowledged the adoption by the European Commission of the Implementing Act amending Regulation (EU) No 680/2014 (Implementing Technical Standards on Supervisory Reporting) with regard to amendments to COREP and Additional Monitoring Metrics for liquidity as well as other amendments. The Implementing Act was adopted by the Commission on 9 November 2017. Its publication in the EU Official Journal is still pending. The amended requirements will apply as of 1 March 2018 (reporting framework v2.7).

**15 November 2017** - [EBA republishes DPM and XBRL taxonomy 2.7 for remittance of supervisory reporting](#)

The EBA has published a corrective update (2.7.0.1) to the XBRL taxonomy that competent authorities shall use for the remittance of data under the EBA Implementing Technical Standards (ITS) on supervisory reporting. The revised taxonomy will be used for the first report of Financial Reporting (FinRep) requirements compiled under IFRS 9.

**17 November 2017** - [EBA updates list of CET1 instruments](#)

The EBA has published its sixth updated list of capital instruments that competent authorities across the European Union have classified as Common Equity Tier 1 (CET1). Since the publication of the previous update in May 2017, some new CET1 instruments have been assessed and evaluated as compliant with the CRR. The list will be maintained and updated on a regular basis.

**17 November 2017** - [EBA publishes methodology for the 2018 EU-wide stress test](#)

The EBA has published its final methodology for the 2018 EU-wide stress test, following a discussion with industry in summer 2017. The methodology covers all relevant risk areas and, for the first time, incorporates IFRS 9 accounting standards. The stress test exercise will be formally launched in January 2018 and the results will be published by 2 November 2018.

**20 November 2017** - [EBA publishes final Guidelines on the estimation of risk parameters under the IRB Approach](#)

The EBA has published its final Guidelines on the estimation of risk parameters for non-defaulted exposures - namely of the probability of default (PD) and the loss given default (LGD), and on the

treatment of defaulted exposures under the advanced IRB Approach, including estimation of parameters such as ELBE and LGD in-default.

**21 November 2017** - [EBA released third annual report on convergence of supervisory practices across the EU](#)

The EBA has published its third annual Report on the convergence of supervisory practices across the EU. The report reviews consistency in the application of the Supervisory Review and Evaluation Process (SREP) in order to promote comparable supervisory approaches and consistency in supervisory outcomes across the single market. The EBA observes good progress in implementation of SREP Guidelines but considers that challenges remain in convergence of capital adequacy assessments and determination of Pillar 2 requirements.

**24 November 2017** - [EBA sees a more resilient EU banking sector but challenges in NPLs, IT security and long-term profitability remain](#)

The EBA has published its tenth report on risks and vulnerabilities in the EU banking sector. The report is accompanied by the 2017 EU-wide transparency exercise, which aims to provide key data in a comparable and accessible format for 132 banks across the EU. The data shows a more resilient EU banking sector amid a benign macroeconomic and financial environment, with an additional strengthening of the capital position, an improvement of asset quality and a slight increase of profitability. However, further progress on NPLs is needed whilst the long-term sustainability of prevailing business models remains a challenge.

**27 November 2017** - [EBA formally repeals its Guidelines on retail deposits subject to different outflows for the purpose of liquidity reporting](#)

On 10 February 2016, the European Commission adopted Regulation (EU) 2016/322 (ITS on reporting on Liquidity Coverage Ratio – LCR), which has become applicable as of September 2016 and adapted to the Commission LCR Delegated Regulation. As a result, the EBA decided to formally repeal its guidelines setting out the criteria for identifying retail deposits subject to different outflows for the purpose of liquidity reporting, issued in December 2013, as they have been superseded by the LCR Delegated Regulation and are no longer applicable for liquidity reporting purposes.

## **Banking Recovery and Resolution Directive**

**1 November 2017** - [EBA recommends proportionate approach in coverage of entities in banking group recovery plans](#)

The EBA has published its final Recommendation on the coverage of entities in banking group recovery plans. This recommendation, addressed to both competent authorities and institutions, aims at defining common criteria to identify entities that need to be covered in group recovery plans, as well as the extent of such coverage. These criteria are aimed at helping institutions to avoid a fragmented approach in providing information in recovery plans and gain a better understanding of the relevant supervisory expectations.

## **Consultation**

### **Capital Requirements Directive and Regulation**

**9 November 2017** - [EBA launches consultation on technical standards specifying the methods of prudential consolidation](#)

The EBA has launched a consultation on draft Regulatory Technical Standards (RTS) specifying the different methods of prudential consolidation, which can be applied when certain conditions and criteria are met. The aim of these draft RTS, which have been developed according to Article 18(7) of the CRR, is to ensure that the appropriate method of prudential consolidation is applied for the calculation of the CRR requirements on a consolidated basis.

The consultation on the draft RTS specifying the different methods of prudential consolidation should be read in conjunction with the EBA Opinion and Report on regulatory perimeter issues relating to the CRDIV/CRR (see above under Publications) as well as the corresponding CSSF press release of 10 November 2017 (refer to: [http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués\\_2017/C\\_RTS\\_prudential\\_consolidation\\_101117.pdf](http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués_2017/C_RTS_prudential_consolidation_101117.pdf)).

The consultation will run until **9 February 2018**.

### Countercyclical Capital buffer (CCyB)

The CCyB rate for the fourth quarter of 2017 has been published on 27 September 2017 and is set at 0% ([CSSF Regulation N° 17-03](#))

The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

<b>Country</b>	<b>CCyB rate</b>	<b>Application date</b>
<b>Czech Republic</b>	0.5%	01/07/2017
		01/01/2018
		01/04/2018
	1.0%	01/07/2018
		01/10/2018
<b>Iceland</b>	1.0%	05/07/2017
	1.25%	01/11/2017
		16/12/2017
		06/04/2018
		28/06/2018
		17/10/2018
<b>Norway</b>	1.5%	30/06/2017
		30/09/2017
	2.0%	31/12/2017
<b>Slovakia</b>	0.5%	01/08/2017
		01/11/2017
		01/02/2018
	1,25%	01/05/2018
		01/08/2018
		01/11/2018
<b>Sweden</b>	2.0%	19/03/2017
<b>United Kingdom</b>	0.5%	29/03/2017
		27/06/2018

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).

## Financial Stability Board (FSB)

### Publication and Consultations

**21 November 2017** - [FSB published the 2017 global systemically important banks \(G-SIB\) list](#)

The FSB has published the 2017 global systemically important banks (G-SIB) list. The list comprises 30 banks. One bank (Royal Bank of Canada) has been added to the list of G-SIBs identified in 2016 and one bank (Groupe BPCE) has been removed. In connection with this publication, the BCBS has published [further details](#) on the assessment of G-SIBs.

**30 November 2017** - [FSB launched consultations on proposed guidance to support resolution planning and promote resolvability](#)

The FSB has issued for consultation two proposals for global systemically important banks (G-SIBs): (i) the [consultation](#) on principles to assist authorities to operationalise G-SIB resolution strategies; and (ii) the [consultation](#) on guidance to support the development of plans for G-SIB funding in resolution.

The consultations will run until **2 February 2018**.

---

## COMMUNIQUES

---

### Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois d'octobre 2017

#### Communiqué de presse 17/39 du 4 décembre 2017

##### I. Situation globale

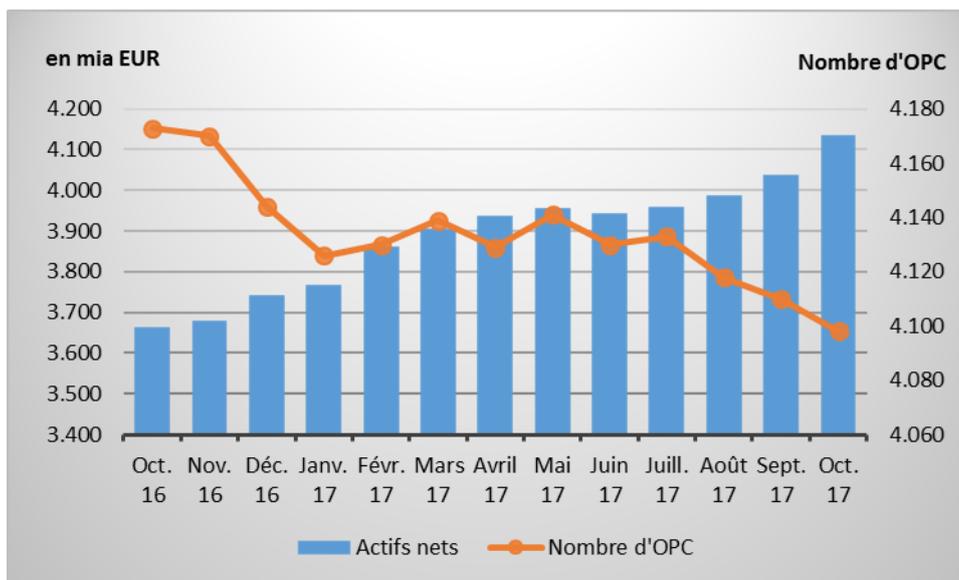
Au 31 octobre 2017, le patrimoine global net des organismes de placement collectif, comprenant les OPC soumis à la Loi de 2010, les fonds d'investissement spécialisés et les SICAR, s'est élevé à EUR 4.135,695 milliards contre EUR 4.037,140 milliards au 30 septembre 2017, soit une augmentation de 2,44% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 12,88%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois d'octobre une variation positive se chiffrant à EUR 98,555 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 35,619 milliards (0,88%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 62,936 milliards (1,56%).

L'évolution des organismes de placement collectif se présente comme suit<sup>1</sup> :

---

<sup>1</sup> Les données statistiques des SICAR n'étant publiées que sur une base annuelle avant décembre 2016, le graphique reprend pour les mois précédents le nombre et les actifs nets des SICAR au 31 décembre 2015, se traduisant par des chiffres constants jusqu'en novembre 2016 pour ces véhicules.



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) pris en considération est de 4.098 par rapport à 4.110 le mois précédent. 2.626 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 13.239 compartiments. En y ajoutant les 1.472 entités à structure classique, au total 14.711 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les principales catégories des organismes de placement collectif et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois d'octobre :

Les catégories d'OPC à actions ont toutes connu des hausses de cours, à l'exception de la catégorie d'OPC à actions d'Amérique latine.

Au niveau des pays développés, la catégorie d'OPC à actions européennes a réalisé une performance positive sur fond d'une croissance économique dynamique en zone euro et de la continuation du programme d'achats d'actifs de la BCE. De bons résultats d'entreprise et une possible réforme fiscale aux Etats-Unis ont soutenu les cours de la catégorie d'OPC à actions américaines. La catégorie d'OPC à actions japonaises a également clôturé en territoire positif, face notamment à un environnement économique globalement favorable et la poursuite probable de la politique monétaire et fiscale expansive suite à la réélection du premier ministre japonais.

Au niveau des pays émergents, la catégorie d'OPC à actions d'Asie a progressé sous l'effet principalement des données économiques stables en Chine et de l'environnement conjoncturel global favorable. Les bons chiffres économiques dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est et la hausse du prix du pétrole expliquent la performance positive de la catégorie d'OPC à actions de l'Est, alors que la catégorie d'OPC d'Amérique latine a subi des baisses de cours face à des incertitudes politiques et commerciales.

Au cours du mois d'octobre, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

**Evolution des OPC à actions au mois d'octobre 2017\***

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Actions marché global	2,20%	0,71%
Actions européennes	1,99%	1,09%
Actions américaines	3,52%	-0,09%
Actions japonaises	5,81%	0,06%
Actions Europe de l'Est	0,37%	-0,47%
Actions Asie	5,75%	0,50%
Actions Amérique latine	-2,67%	-0,87%
Actions autres	3,24%	0,88%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

En Europe, les rendements des obligations ont légèrement baissé en relation avec le prolongement du programme d'achat d'actifs de la BCE. De même, les écarts de taux entre pays à haute notation et pays à faible notation en zone euro se sont réduits. Les rendements sur les obligations d'entreprises ont suivi cette tendance, de sorte que la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR a en somme réalisé des gains de cours.

Si les rendements des obligations libellées en USD ont augmenté face notamment aux indicateurs de conjoncture au-dessus des attentes et à la possible réforme fiscale, l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR a fait clôturer la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD en territoire positif.

Le fort afflux de capitaux dans les obligations des marchés émergents et la hausse des prix des matières premières ont été compensés par les perspectives d'une politique monétaire moins expansive à l'avenir en Europe et aux Etats-Unis, de sorte que la catégorie d'OPC à obligations des pays émergents a en somme peu varié sur le mois sous revue.

Au cours du mois d'octobre, les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

**Evolution des OPC à revenu fixe au mois d'octobre 2017\***

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	-0,01%	-0,70%
Marché monétaire en USD	1,46%	4,25%
Marché monétaire marché global	0,07%	-0,61%
Obligations libellées en EUR	0,64%	0,60%
Obligations libellées en USD	0,83%	0,30%
Obligations marché global	0,59%	1,35%
Obligations marchés émergents	0,01%	1,71%
Obligations High Yield	0,78%	0,76%
Autres	0,93%	0,21%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

**Evolution des OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois d'octobre 2017\***

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	1,47%	0,61%
Fonds de Fonds	1,57%	1,42%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

**II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC**

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR <sup>2</sup>		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2014	1 893	2 578,423 €	422	168,915 €	1 590	347,649 €	3 905	3 094,987 €	288	32,732 €	4 193	3 127,719 €
31/01/2015	1 896	2 734,590 €	412	178,286 €	1 577	364,137 €	3 885	3 277,013 €	288	32,732 €	4 173	3 309,745 €
28/02/2015	1 896	2 851,312 €	409	181,463 €	1 588	371,091 €	3 893	3 403,866 €	288	32,732 €	4 181	3 436,598 €
31/03/2015	1 891	2 955,916 €	405	186,664 €	1 592	382,213 €	3 888	3 524,793 €	288	32,732 €	4 176	3 557,525 €
30/04/2015	1 895	2 970,878 €	403	185,177 €	1 596	382,531 €	3 894	3 538,586 €	288	32,732 €	4 182	3 571,318 €
31/05/2015	1 900	3 027,262 €	401	187,084 €	1 600	387,179 €	3 901	3 601,525 €	288	32,732 €	4 189	3 634,257 €
30/06/2015	1 903	2 962,778 €	399	182,163 €	1 599	383,190 €	3 901	3 528,131 €	288	32,732 €	4 189	3 560,863 €
31/07/2015	1 901	3 015,582 €	392	181,228 €	1 602	386,300 €	3 895	3 583,110 €	288	32,732 €	4 183	3 615,842 €
31/08/2015	1 899	2 871,083 €	391	173,038 €	1 601	378,866 €	3 891	3 422,987 €	288	32,732 €	4 179	3 455,719 €
30/09/2015	1 900	2 820,370 €	391	169,729 €	1 603	376,727 €	3 894	3 366,826 €	288	32,732 €	4 182	3 399,558 €
31/10/2015	1 903	2 952,296 €	391	173,421 €	1 607	387,676 €	3 901	3 513,393 €	288	32,732 €	4 189	3 546,125 €
30/11/2015	1 895	3 019,572 €	386	175,406 €	1 613	394,693 €	3 894	3 589,671 €	288	32,732 €	4 182	3 622,403 €
31/12/2015	1 892	2 946,860 €	384	169,896 €	1 602	389,445 €	3 878	3 506,201 €	282	37,430 €	4 160	3 543,631 €
31/01/2016	1 903	2 819,861 €	378	164,531 €	1 596	386,607 €	3 877	3 370,999 €	282	37,430 €	4 159	3 408,429 €
29/02/2016	1 904	2 813,421 €	373	157,278 €	1 592	387,785 €	3 869	3 358,484 €	282	37,430 €	4 151	3 395,914 €
31/03/2016	1 905	2 847,418 €	371	157,047 €	1 603	390,939 €	3 879	3 395,404 €	282	37,430 €	4 161	3 432,834 €
30/04/2016	1 904	2 888,262 €	370	159,477 €	1 606	394,341 €	3 880	3 442,080 €	282	37,430 €	4 162	3 479,510 €
31/05/2016	1 902	2 928,461 €	371	159,174 €	1 609	400,345 €	3 882	3 487,980 €	282	37,430 €	4 164	3 525,410 €
30/06/2016	1 899	2 906,498 €	367	156,893 €	1 621	398,513 €	3 887	3 461,904 €	282	37,430 €	4 169	3 499,334 €
31/07/2016	1 892	2 997,551 €	365	159,356 €	1 631	408,849 €	3 888	3 565,756 €	282	37,430 €	4 170	3 603,186 €
31/08/2016	1 894	3 033,413 €	363	159,141 €	1 636	409,608 €	3 893	3 602,162 €	282	37,430 €	4 175	3 639,592 €
30/09/2016	1 891	3 051,016 €	362	159,088 €	1 644	411,825 €	3 897	3 621,929 €	282	37,430 €	4 179	3 659,359 €
31/10/2016	1 893	3 053,246 €	356	159,320 €	1 642	413,932 €	3 891	3 626,498 €	282	37,430 €	4 173	3 663,928 €
30/11/2016	1 888	3 065,882 €	355	158,862 €	1 645	415,885 €	3 888	3 640,629 €	282	37,430 €	4 170	3 678,059 €
31/12/2016	1 869	3 116,104 €	353	160,578 €	1 639	424,394 €	3 861	3 701,076 €	283	40,254 €	4 144	3 741,330 €
31/01/2017	1 869	3 138,701 €	351	160,967 €	1 623	427,236 €	3 843	3 726,904 €	283	40,483 €	4 126	3 767,387 €
28/02/2017	1 880	3 217,837 €	351	164,858 €	1 617	436,203 €	3 848	3 818,898 €	282	41,419 €	4 130	3 860,317 €
31/03/2017	1 895	3 257,773 €	346	165,780 €	1 618	440,288 €	3 859	3 863,841 €	280	42,186 €	4 139	3 906,027 €
30/04/2017	1 892	3 286,525 €	342	164,471 €	1 613	444,874 €	3 847	3 895,870 €	282	42,037 €	4 129	3 937,907 €

<sup>2</sup> Avant le 31 décembre 2016, les données statistiques pour les SICAR n'ont été publiées que sur base annuelle.

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR <sup>2</sup>		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/05/2017	1 895	3 297,803 €	342	162,813 €	1 620	453,326 €	3 857	3 913,943 €	285	42,923 €	4 142	3.956,366 €
30/06/2017	1 887	3 288,338 €	338	160,634 €	1 618	451,703 €	3 843	3 900,675 €	287	42,923 €	4 130	3 943,598 €
31/07/2017	1 885	3 307,103 €	338	159,097 €	1 619	448,554 €	3 842	3 914,754 €	291	42,827 €	4 133	3 957,581 €
31/08/2017	1 876	3 328,865 €	337	156,448 €	1 615	458,911 €	3 828	3 944,224 €	290	43,104 €	4 118	3 987,328 €
30/09/2017	1 880	3 380,943 €	332	154,308 €	1 608	459,079 €	3 820	3 994,330 €	290	42,810 €	4 110	4 037,140 €
31/10/2017	1 871	3 470,456 €	325	155,929 €	1 612	466,213 €	3 808	4 092,598 €	290	43,097 €	4 098	4 135,695 €

Durant le mois de référence, les quinze organismes de placement collectif suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

**1) OPCVM partie I Loi 2010 :**

- (TLF), 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- AQC 1 SICAV, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- FELS TOP 35+ AKTIEN EUROPA, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- INTERMONTE SICAV, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**2) FIS :**

- AIS DIRECT INVESTMENT FUND, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg
- AIS STRATEGIC INVESTMENT FUND, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg
- AMUNDI PLANET, SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- AXA IM ANDANTE, 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- CENTENNIAL ARBITRAGE S.A. SICAV-SIF, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- CENTRE LANE CREDIT PARTNERS, SLP - SIF, 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- IVANHOÉ CAMBRIDGE SICAV-SIF, 60, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- LO CO-INVESTMENT FUND, 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- MERCER PRIVATE INVESTMENT PARTNERS V SICAV-SIF, 5, rue Guillaume Kroll, L-1413 Luxembourg
- ROUND HILL REAL ESTATE PARTNERS SCSP, 7, rue du Fort Rheinsheim, L-2419 Luxembourg

**3) SICAR :**

- PRONIA HEALTH SCA SICAR, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Les vingt-sept organismes de placement collectif suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

**1) OPCVM partie I Loi 2010 :**

- ALLIANZ FINANZPLAN 2015, Bockenheimer Landstraße 42-44, D-60232 Frankfurt am Main<sup>3</sup>
- CANDRIAM LIFE BONDS, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- CASTELL, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
- FFPB WERT, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- FUNDQUEST INTERNATIONAL, 10, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- GERLACHUS FUND, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

<sup>3</sup> Organisme de placement collectif pour lequel la société de gestion désignée a été agréée par les autorités compétentes d'un autre Etat membre conformément à la directive 2009/65/CE.

- GOTTEX GLOBAL FUND, 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- NV STRATEGIE, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg
- OCP INTERNATIONAL OP, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- RED ARC GLOBAL INVESTMENTS (LUXEMBOURG) SICAV, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- TELL SICAV-UCITS, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- UNIGARANT: BRIC (2017) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: BRIC (2017), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

**2) OPC partie II Loi 2010 :**

- D&R INVEST, 14, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- DER ERNEUERBARE, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- GUADARRAMA, SICAV, 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- TIBERIUS ACTIVE COMMODITY OP, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2017) III, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2017) IV, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2017) V, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

**3) FIS :**

- BLME SHARIA'U UMBRELLA FUND SICAV-SIF, 2, place de Metz, L-1930 Luxembourg
- INSITOR IMPACT FUND S.C.A. SICAV-SIF, 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg
- KGAL REAL ESTATE DEBT FUND SICAV-SIF S.C.S., 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- MODERATO, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- NAI SECURITE PROTEGE, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- SHARD CAPITAL FUNDS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

**4) SICAR :**

- 2BCAPITAL LUXEMBOURG S.C.A. SICAR, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

## **Communiqué de presse concernant Orco Property Group S.A. (ISIN LU0122624777)**

### **Communiqué de presse 17/40 du 8 décembre 2017**

#### **1. Objectif et contexte**

Ce communiqué de presse fait suite au communiqué de presse CSSF 17/08 du 16 février 2017 par lequel la CSSF a informé les parties tierces intéressées de son intention de prendre certaines décisions (les "**Décisions Envisagées**") concernant Orco Property Group S.A. ("**OPG**") dans le cadre d'une enquête menée par la CSSF en relation avec l'existence potentielle d'une action de concert non divulguée concernant OPG en violation de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition (la « **Loi OPA** »).

L'objectif du présent communiqué de presse est d'informer les parties tierces dont les droits et intérêts sont susceptibles d'être affectés par les décisions suivantes que la CSSF a prises dans cette affaire (les "**Décisions CSSF**") :

- (i) La CSSF a retenu l'existence d'une action de concert non divulguée concernant OPG en violation de l'article 3 (a) et (d) et de l'article 5 (1) et (3) de la Loi OPA tel que décrit plus en détail sous le point 2. ci-après (la « **Première Décision CSSF** ») ; et

- (ii) En conséquence de la Première Décision CSSF, la CSSF a décidé de ne pas approuver le document d'offre de l'offre obligatoire (l' « **OPA Obligatoire** ») annoncée le 8 juin 2016 par CPI Property Group SA (« **CPI Property Group** ») pour le compte de sa filiale à 100% Nukasso Holdings Limited (« **Nukasso** ») pour les actions OPG (ISIN: LU0122624777) tel que décrit plus en détail sous le point 3. ci-après (la « **Deuxième Décision CSSF** »).

Les Décisions CSSF ont été prises sur base d'un rapport d'enquête daté du 19 janvier 2017 en relation avec l'existence d'une action de concert non divulguée concernant OPG entre certaines parties agissant de concert et couvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 30 juin 2016. Avant que les Décisions CSSF ont été prises, chaque partie agissant de concert a eu la possibilité de soumettre ses observations concernant, ou en relation avec, les Décisions Envisagées, y compris le rapport d'enquête, qui a été communiqué aux parties agissant de concert ensemble avec ses annexes, et toutes les parties agissant de concert ont fait usage de cette possibilité à des degrés divers et pour diverses raisons de procédure et de fond. Après la publication du communiqué de presse CSSF 17/08 du 16 février 2017 mentionné, les parties tierces intéressées ont également eu la possibilité de soumettre leurs observations à la CSSF en relation avec les Décisions Envisagées. La CSSF a reçu des observations de plus de 40 parties tierces intéressées. Après analyse des observations soumises par les parties agissant de concert et les tiers intéressés, la CSSF a considéré que le rapport d'enquête du 19 janvier 2017 ne nécessitait pas des changements matériels.

Il y a lieu de noter que les Décisions CSSF sont définitives. Néanmoins, elles peuvent faire l'objet d'un recours devant les juridictions administratives luxembourgeoises pendant une période de trois mois conformément au droit luxembourgeois applicable.

## 2. Action de concert non divulguée en relation avec OPG sous la Loi OPA

### 2.1. Concertistes principaux

La Première Décision CSSF retient l'existence d'une action de concert non divulguée entre Monsieur Radovan Vitek agissant directement et indirectement (en particulier à travers Crestline Ventures Corp. et Gamala Limited, CPI Property Group S.A. (« **CPIPG** ») et Nukasso Holdings Limited (« **Nukasso** ») et Monsieur Jean-François Ott (en tant qu'actionnaire unique de Stationway Properties Limited et en tant qu'administrateur délégué et président du conseil d'administration de OPG jusqu'à sa révocation respectivement la démission de ces postes les 18 mars 2014 et 27 mars 2014) en tant que principales parties agissant de concert en violation de l'article 3(a) et (d) et de l'article 5(1) et (3) de la Loi OPA sur base du rapport d'enquête, couvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 30 juin 2016. La CSSF considère que, par l'effet de l'agrégation de la participation en actions OPG détenue par Monsieur Radovan Vitek avec la participation en actions OPG détenue par Monsieur Jean-François Ott, le premier a acquis le contrôle sur OPG au sens de l'article 5(3) de la Loi OPA les 10 et 11 janvier 2013, mais a omis, dans ce contexte, de se conformer à ses obligations de lancer une OPA obligatoire sur les actions OPG tel qu'exigé par l'article 5(1) de la même loi.

### 2.2. Concertistes secondaires

La Première Décision CSSF retient par ailleurs que l'action de concert non divulguée mentionnée ci-avant et les manœuvres prise de contrôle rampante sur OPG impliquaient également certaines parties agissant de concert secondaires, y compris les bénéficiaires économiques de trois entités juridiques constituées à Chypre qui ont notamment acquis des actions OPG avant l'assemblée générale de OPG du 6 janvier 2014 laquelle a conduit à la révocation avec effet immédiat de certains administrateurs OPG et les bénéficiaires économiques de trois autres entités juridiques constituées à Chypre et aux Iles Vierges Britanniques qui ont été acquises par Nukasso avant l'annonce de l'OPA Obligatoire sur OPG.

## 3. Impact sur l'OPA Obligatoire

Par la Deuxième Décision CSSF, et en conséquence de la Première Décision, la CSSF a décidé de ne pas approuver le document d'offre dans le contexte de l'OPA Obligatoire laquelle, en raison du contrôle préexistant sur OPG de Monsieur Radovan Vitek agissant de concert avec Monsieur Jean-François Ott depuis les 10 et 11 janvier 2013 et sur base des violations de l'article 3(a) et (d) et de l'article 5(1) et

(3) de la Loi OPA est à considérer comme caduque conformément aux dispositions de l'article 13(a) de la Loi OPA.

#### 4. Suspension de la négociation

Les actions OPG ont été suspendues de la négociation sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg sur base d'une décision de la Bourse de Luxembourg datée du 9 juin 2016, qui a été supplantée et remplacée par une décision de la CSSF datée du 16 février 2017.

La CSSF considère que la suspension de la négociation sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg peut être levée avec effet au 15 décembre 2017. Par conséquent, la négociation des actions OPG sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg pourra reprendre le 15 décembre 2017 (sous réserve de toute autre décision que la CSSF et/ou la Bourse de Luxembourg pourraient être amenées à prendre dans le futur et dont le public serait informé par voie de communiqué de presse CSSF et/ou de la Bourse de Luxembourg).

#### 5. Information pratique pour tiers intéressés

Les tiers dont les droits et intérêts sont susceptibles d'être affectés par les Décisions CSSF précitées et qui souhaitent obtenir des conseils juridiques sont invités à consulter leur avocat.

Les communications à la CSSF peuvent être envoyées électroniquement à : [takeover@cssf.lu](mailto:takeover@cssf.lu)

*La présente constitue une traduction.*

## Amende administrative imposée par la CSSF pour manipulations de marché en relation avec les actions Orco Property Group S.A. (ISIN LU0122624777)

### Communiqué de presse 17/41 du 8 décembre 2017

La CSSF, en tant qu'autorité compétente pour veiller à l'application des dispositions de la loi du 9 mai 2006 sur les abus de marché (la « **Loi Abus de Marché** »), a sanctionné l'actionnaire (la « **Personne Sanctionnée** ») qui indirectement et de façon ultime contrôle Orco Property Group S.A. (l'« **Emetteur** ») pour manipulations de marché sur les actions de l'Emetteur (ISIN LU0122624777), conformément aux dispositions de la loi précitée.

La CSSF a plus particulièrement conclu que les omissions et/ou inexactitudes contenues dans le communiqué de presse de Crestline Ventures Corp. et Gamala Limited du 18 octobre 2012 ("*Crestline Ventures Corp. and Gamala Ltd. Together Acquire a 20.69 % Interest in Orco Property Group*") sont à considérer comme manipulation de marché au titre de l'article 1(2)(c) de la Loi Abus de Marché et que cette violation est imputable à la Personne Sanctionnée en tant que bénéficiaire économique des entités précitées.

La CSSF a également conclu que l'utilisation de Aspley Ventures Limited, Fetumar Development Limited et Jagapa Limited (chacun un "30% SPV") pour souscrire à un total de 1,2 milliard d'actions nouvelles de l'Emetteur en novembre 2014 et en mai 2016 et la vente subséquente des 30% SPV (y compris les actions de l'Emetteur détenues par eux) le, ou autour du, 8 juin 2016 sont à considérer comme manipulation de marché au titre de l'article 1(2)(b) de la Loi Abus de Marché et que ces instances de manipulations de marché sont imputables à la Personne Sanctionnée dont on visait à cacher l'identité par l'utilisation des 30% SPV et de leurs bénéficiaires économiques collusoires.

En relation avec les violations susmentionnées de l'article 11 de la Loi Abus de Marché et conformément à l'article 33(1) de la Loi Abus de Marché, la CSSF a décidé d'imposer une amende administrative à la Personne Sanctionnée pour manipulations de marché sur les actions de l'Emetteur.

Il est à noter que la décision susmentionnée de la CSSF d'imposer à la Personne Sanctionnée une amende administrative pour manipulations de marché est finale. Néanmoins, cette décision pourra faire

l'objet d'un recours devant les juridictions administratives luxembourgeoises dans un délai de trois mois conformément au droit luxembourgeois applicable.

Cette amende administrative est rendue publique conformément à l'article 33(6) de la Loi Abus de Marché.

*La présente constitue une traduction.*

## **L'ABE (EBA) publie des tableaux standardisés visant à réduire les prêts non performants**

### **Communiqué de presse 17/42 du 14 décembre 2017**

La CSSF tient à informer que l'Autorité bancaire européenne (ABE) a publié aujourd'hui des tableaux standardisés pour la publication de données sur des prêts non performants qui sont destinés à servir de cadre aux transactions sur les prêts non performants au sein de l'Union européenne.

Vous trouverez ci-dessous le lien vers le document (uniquement en anglais) :

<http://www.eba.europa.eu/-/eba-publishes-its-standardised-data-templates-as-a-step-to-reduce-npls>.

## **Enforcement de l'information financière 2017 publiée par les émetteurs soumis à la Loi Transparence**

### **Communiqué de presse 17/43 du 15 décembre 2017 (uniquement en anglais)**

Pursuant to the Law of 11 January 2008 on transparency requirements for issuers (hereafter referred to as the "Transparency Law"), the CSSF is monitoring that financial information published by issuers, in particular their consolidated and non-consolidated financial statements, is drawn up in compliance with the applicable accounting standards.

In this context, the CSSF draws the attention of issuers and auditors on identified financial reporting topics they should particularly consider when preparing and auditing, respectively, the International Financial Reporting Standards (hereafter referred to as "IFRS") financial statements for the year ending 31 December 2017.

As in previous years, the European Securities and Markets Authority (hereafter referred to as "ESMA"), together with the European national accounting enforcers (hereafter referred to as "enforcers"), including the CSSF, identified common enforcement priorities for the 2017 financial statements to which particular attention will be paid when monitoring and assessing the application of all IFRS requirements<sup>4</sup>.

When establishing its enforcement campaign, the CSSF has assessed how to monitor these common priorities defined at European level and communicated by ESMA and considered the need to identify other items of interest. The underlying analysis is based on the following criteria:

- the importance and relevance of these topics for issuers under the CSSF's direct supervision;
- the importance of judgements and assumptions to be made by issuers in dealing with these topics; and
- the experience and issues encountered by the CSSF during previous campaigns.

---

<sup>4</sup> [ESMA 32-63-340](#)

The campaign will thus be governed by the following priorities:

### **Disclosure of the expected impact of implementation of major new IFRS standards in the period of their initial application**

ESMA highlights the need for high-quality implementation of the new IFRS standards, and communication of their expected impact on the financial statements in the period of their initial application, as required by IAS 8 *Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors*. This is likely to be particularly relevant for IFRS 9 *Financial Instruments* and IFRS 15 *Revenue from Contracts with Customers*, which become applicable as of 1 January 2018 and IFRS 16 *Leases* which becomes applicable as of 1 January 2019, with early application allowed.

In 2017, ESMA has undertaken a fact-finding exercise on the 2016 annual financial statements and 2017 interim financial statements to assess the information issuers provided to users concerning the implementation of IFRS 9 and IFRS 15<sup>5</sup>. While ESMA and the CSSF, for whom this was one of its 2017 enforcement campaign priorities, have noted that practice has varied concerning the specificity of the information provided, a number of informative qualitative disclosures on the implementation of the new standards have been identified.

Therefore, ESMA and the CSSF expect that the impacts of the initial application of the new standards will be known or reasonably estimable at the time of the preparation of the 2017 accounts. The CSSF will monitor that such disclosures are done with adequate qualitative and quantitative data.

### **Specific measurement and disclosure issues stemming from IFRS 3 *Business Combinations***

During its 2017 campaign, the CSSF already put a special focus on the key aspects of accounting for a business combination under IFRS 3, in particular on the recognition and measurement of assets acquired and liabilities assumed, implying the identification of intangible assets previously not recognised, and their measurement at fair value in accordance with IFRS 13 *Fair Value Measurement*.

This topic has been relayed at the European level as ESMA set it as one of its priorities for 2018. More particularly, ESMA urges issuers to ensure consistency between the assumptions used to measure intangible assets at fair value for the purpose of a purchase price allocation in a business combination and the assumptions applied for any impairment testing as well as for determining useful lives used for amortisation.

ESMA also draws the attention of issuers to certain requirements of IFRS 3, notably on (i) the adjustments to fair value during the measurement period where issuers have to disclose that fact and provide provisional amounts, but also the nature and amount of any measurement period adjustments recognised during the reporting period; (ii) the situations related to the existence of a bargain purchase, and the steps that need to be performed before a such gain can be recognised; and (iii) the analysis needed to identify whether part of the consideration received in a business combination qualifies as contingent consideration or as remuneration for post-combination services.

Accordingly, the CSSF will continue to monitor the compliance with these significant aspects of IFRS 3, including but not limited to judgements and estimates made by management and the most meaningful disclosures.

### **Specific issues of IAS 7 *Statement of Cash Flows***

The amendments to IAS 7 which are effective for annual periods beginning on or after 1 January 2017, require an entity to provide disclosures that enable users of financial statements to evaluate changes in liabilities arising from financing activities, including both changes arising from cash and non-cash transactions. Such information should present, when necessary, changes from financing cash flows, changes arising from obtaining or losing control of subsidiaries or other businesses, the effects of changes in foreign exchange rates and in fair values as well as other changes.

---

<sup>5</sup> [ESMA 32-63-364](#)

The CSSF's examination in this priority will focus primarily on the respect of these additional presentation requirements.

### **Fair value measurement and disclosure requirements provided for by IFRS 13**

At the end of 2016, ESMA launched a thematic study on IFRS 13 with the purpose of gathering evidence on the implementation of IFRS 13 in order to feed the International Accounting Standards Board's (hereafter referred to as "IASB") process on the post implementation review of IFRS 13.

This ESMA thematic review has been undertaken in the first quarter of 2017 through both the identification of enforcement actions taken by enforcers and detailed information on the application of IFRS 13 on the basis of a desktop review of the 2015 financial statements of a sample of 78 European issuers. This review addressed the following key topics: (i) fair value disclosures, (ii) unit of account, (iii) impact of a decrease in market activity on the assessment of an active market and orderly transactions; and (iv) valuation adjustments to measure fair value of derivative positions.

ESMA published the results of its review in a report in July 2017<sup>6</sup>. While overall, the results show that the requirements of IFRS 13 have generally been well incorporated in the financial statements, there is room for improvement in the level of compliance and comparability in the application of its requirements. The main breaches and omissions that have been noted are to be found in the following areas:

- Disclosure effectiveness: Issuers generally comply with the minimum specified disclosure requirements but tend to provide either too generic and boilerplate or insufficiently disaggregated information;
- Application of the unit of account: Issuers should provide more entity-specific disclosure on how they estimate fair value and explain the rationale for their approach;
- Level of market activity and fair value: ESMA encourages issuers to disclose the processes followed and the specific situations where they have concluded that quoted prices or transaction prices, further to a decrease in the level of market activity, did not represent fair value; and
- Valuation adjustments for derivatives: While issuers widely provide information on Credit Value Adjustment ("CVA"), some issuers fail to comply with the appropriate level of information on Debit Value Adjustment ("DVA") and Funding Value Adjustment ("FVA"). Furthermore, information on inputs and methodologies used to calculate these adjustments is provided in limited cases.

In order to address an appropriate follow-up of this thematic study, and to ensure that the requirements of IFRS 13 are well incorporated in the 2017 annual financial statements, the CSSF will continue to monitor the progress on those subjects and take appropriate enforcement actions whenever material misstatements are identified.

### **Actions from the post-implementation of IFRS 8 *Operating Segments***

In July 2013, the IASB completed the post-implementation review of IFRS 8. The final report concluded that the benefits of applying the standard were as expected and that the overall standard achieved its objectives and has improved financial reporting.

However, the IASB identified a number of issues that could be considered for improvement, and released in March 2017 an Exposure Draft on Improvements to IFRS 8<sup>7</sup> which provides further guidance and clarification on the application of this standard. Separately, as a result of its previous enforcement reviews, the CSSF is still observing differences between operating segments identified by issuers in a same industry or sector. This could affect the comparability and the IFRS convergence in Europe.

For these reasons, the CSSF will particularly scrutinise this area during its 2018 enforcement examination campaign and will, if necessary, take actions to improve the quality of disclosures.

---

<sup>6</sup> [ESMA 32-67-284](#)

<sup>7</sup> [ED/2017/2](#)

## Disclosure of non-financial and diversity information in the management report

Since 1 January 2017, the requirements of the Law of 23 July 2016 on disclosure of non-financial and diversity information for certain large undertakings and groups, implementing the European Directive<sup>8</sup>, entered into force and require some issuers to provide additional disclosures including:

- A non-financial statement containing information on environmental, social and employee matters, respect for human rights, anti-corruption and bribery matters; and
- A description of the diversity policy applied in relation to an entity's administrative, management and supervisory bodies with regard to aspects such as, for instance, age, gender, or educational and professional backgrounds.

While different national and international frameworks exist, the European Commission further released in June 2017 the Guidelines on non-financial reporting<sup>9</sup>, a non-binding methodology with a view of facilitating relevant, useful, and comparable disclosure of non-financial information by undertakings.

There is actually no imposed way to comply with these requirements and it is the responsibility of issuers to identify, based on their business model, what is relevant to understand their developments in that field. Therefore, the CSSF will ensure that concerned issuers provide information which is useful and meaningful to users of financial statements and will monitor in general how issuers adapt consistently to this new legislation.

More information on inspections and findings by the CSSF within the framework of its mission under Article 22 (1) of the Transparency Law are given under the section [Supervision > Securities markets > Enforcement of financial information](#) of the CSSF website and in its annual report, available under Documentation > Publications > Annual reports on the CSSF website.

## Panama Papers : résultats de l'analyse effectuée par la CSSF et les procédures de sanctions y relatives

### Communiqué de presse 17/44 du 20 décembre 2017

Dans le cadre de ses missions légales d'autorité de surveillance, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) vérifie de façon continue le respect par les entités surveillées des lois et règlements relatifs à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LBC/FT). Ce contrôle s'exerce par divers moyens, dont les examens documentaires (*off-site*), les révisions annuelles effectuées par les réviseurs externes et les comptes rendus analytiques qu'ils soumettent à la CSSF, comprenant un chapitre LBC/FT, les rapports des *compliance officers* et de l'audit interne ainsi que les contrôles sur place réalisés par la CSSF. Depuis 2000, la CSSF effectue de manière régulière dans le secteur financier des missions sur place en matière de LBC/FT. À partir de 2010, une équipe dédiée au LBC/FT de la CSSF a réalisé pas moins de 252 missions spécifiques en matière de LBC/FT et a, dans les cas d'infractions graves aux règles en matière de LBC/FT et/ou de contrôles déficients dans ce domaine, imposé des sanctions.

La CSSF a pris connaissance des révélations dites « Panama Papers », publiées en avril 2016, et a procédé à une vérification complète des comptes de sociétés, en relation ou non avec Mossack Fonseca ou le Panama, et plus particulièrement du respect des obligations d'identification du client (*know your customer*) et de détection des transactions à risque (*know your transaction*). Cette vérification visait dans un premier temps un grand nombre de banques et a, en 2017, été étendue aux entreprises d'investissement et autres professionnels actifs dans le secteur financier. Plus particulièrement, la CSSF a décidé en 2016 de nommer des réviseurs externes afin de mener des procédures relatives aux structures *offshore* auprès d'un nombre important de banques. En 2016, la

---

<sup>8</sup> [Directive 2014/95/EU](#)

<sup>9</sup> [2017/C215/01](#)

CSSF a soumis un questionnaire à toutes les 73 banques offrant des services de gestion de fortune. En complément de l'examen des réponses, un contrôle sur place a été effectué auprès des 30 banques tenant 80 % de l'ensemble des comptes de sociétés en relation avec des structures *offshore*. Un large échantillon représentant 20 % de l'ensemble des comptes de sociétés en relation avec des structures *offshore* a été contrôlé.

Les contrôles sur place concernant les banques ont été initialement effectués par les réviseurs externes afin de permettre à la CSSF d'identifier les manquements aux obligations établies dans la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, le règlement grand-ducal du 1er février 2010 portant précision de certaines dispositions de la loi du 12 novembre 2004 ainsi que le règlement CSSF 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme tels qu'applicables. Ces contrôles ont principalement visé les quatre aspects suivants :

1. Les procédures de vigilance appliquées par les banques aux structures *offshore* ;
2. L'approche basée sur le risque définie par les réviseurs aux fins de l'échantillonnage ;
3. Les documents et informations relatifs à l'obligation d'identification du client (*Know Your Customer*, KYC) contrôlés sur base d'un échantillon de structures *offshore* ;
4. Les documents et informations relatifs à l'obligation de détection des transactions à risque (*Know Your Transactions*, KYT) contrôlés sur base d'un échantillon de structures *offshore*.

Les réviseurs ont, dans leurs rapports, résumé les mesures de vigilance appliquées aux structures *offshore* et ont relevé tout cas de non-respect des obligations définies dans les lois et règlements mentionnés ci-dessus. Dans l'échantillon des structures *offshore* sélectionnées, les réviseurs ont vérifié que les documents et informations KYC figuraient dans les dossiers d'ouverture de compte ou bien pouvaient être obtenus auprès du personnel de la banque en vue d'étayer, notamment : la raison pour laquelle ces structures *offshore* ont été mises en place, les informations relatives à l'origine des fonds et l'identification du client, son ou ses mandataire(s) ou du bénéficiaire effectif ultime. Sur base de l'échantillon des structures *offshore* sélectionnées et des listes recensant toutes les transactions effectuées sur les comptes liés à ces structures depuis leur ouverture ou au cours des 10 dernières années, les réviseurs ont, en application de l'approche basée sur le risque, sélectionné un échantillon de transactions et procédé à un certain nombre de contrôles. Pour ce qui concerne les entreprises d'investissement et autres professionnels actifs dans le secteur financier sélectionnés, la CSSF a procédé elle-même en 2017 à une vérification similaire des comptes de sociétés, dont notamment, le respect par ces entités surveillées de leurs obligations d'identification du client et de détection des transactions à risque.

Ces contrôles ont révélé que la grande majorité de ces entités avaient observé les lois et règlements luxembourgeois qui leur étaient applicables aux moments pertinents. Dans les cas où la CSSF a détecté une infraction moyenne ou grave, elle a envoyé des lettres aux entités concernées et, le cas échéant, procédé à des vérifications sur place supplémentaires au cours de 2017. Dans le respect de l'Etat de droit et du droit d'être entendu, la CSSF a accordé aux entités concernées le droit de soumettre des commentaires par rapport aux résultats et de l'analyse effectuée par la CSSF. Eu égard aux commentaires et réponses soumis par les entités surveillées, la CSSF a pris les mesures appropriées. Dans les cas où la CSSF a constaté des infractions mineures, elle a prononcé des injonctions auxquelles les entités concernées ont immédiatement obtempéré. Dans les cas où des infractions moyennes voire sévères ont été constatées et objectivement établies, la CSSF a décidé d'imposer des sanctions administratives. Des sanctions ont ainsi été imposées à 9 entités (dont 4 banques) sous forme d'amendes dont le montant est fonction de la gravité des infractions relevées. Le montant total de ces amendes s'élève à EUR 2.012.000. La liste des entités surveillées auxquelles une amende a été infligée est annexée au communiqué de presse. Il est à noter que les manquements identifiés par la CSSF lors de son analyse n'ont pas trait au passé récent, que toutes les entités soumises à l'examen ont pleinement coopéré avec la CSSF et que toutes les entités sanctionnées ont engagé une procédure de mise en conformité de leur gouvernance interne, tel que demandé par la CSSF. Ces initiatives positives ont été prises en compte par la CSSF lors de la détermination du montant des amendes.

La CSSF continuera à imposer aux banques luxembourgeoises, entreprises d'investissement et autres professionnels actifs dans le secteur financier de se conformer strictement aux obligations professionnelles, notamment en matière de prévention du blanchiment de capitaux (notamment à tous les éléments relatifs aux infractions primaires nouvellement introduites). En cas de manquements, la CSSF prendra les mesures appropriées comme cela a été le cas dans le passé.

## **L'AEMF (ESMA) publie une déclaration actualisée concernant les travaux préparatoires sur les CFD, options binaires et autres produits spéculatifs proposés aux clients de détail**

### **Communiqué de presse 17/45 du 21 décembre 2017 (uniquement en anglais)**

The CSSF informs investors and other market participants that the European Securities and Markets Authority (ESMA) has issued a statement updating on its work in relation to the sale of contracts for differences (CFDs), binary options and other speculative products to retail investors.

Please find below a link to the document:

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-issues-updated-statement-preparatory-work-in-relation-cfds-binary-options>.

## **Comptes de profits et pertes des établissements de crédit au 30 septembre 2017<sup>10</sup>**

### **Communiqué de presse 17/46 du 22 décembre 2017**

**La CSSF évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 4.207 millions d'EUR pour les trois premiers trimestres de l'année 2017. Par rapport à la même période de l'exercice 2016, le résultat avant provisions diminue ainsi de 5,5%.**

Le troisième trimestre 2017 s'est inscrit dans les grandes tendances déjà observées au cours du premier semestre 2017. En effet, les revenus récurrents – marge sur intérêts et revenus nets de commissions – restent solidement orientés à la hausse (+4,3%) alors que les frais généraux continuent à augmenter (+3,6%).

Concernant la **marge d'intérêts**, elle a augmenté de 3,9% en moyenne. Ce développement favorable qui touche 62% des banques luxembourgeoises, est déclenché principalement par l'accroissement du volume d'activités et par la répercussion de taux d'intérêt négatifs par certaines banques à l'égard de leur clientèle institutionnelle. Quant à l'augmentation des **revenus nets de commissions** (+4,8%), elle est partagée par 55% des banques au Luxembourg. La hausse résulte surtout des métiers de la gestion d'actifs pour compte de clients privés et institutionnels. On observe toutefois que ce poste progresse également pour les métiers d'intermédiation bancaire classique.

En conséquence, le développement négatif observé au niveau du produit bancaire est dû à des effets non récurrents et notamment lié à une baisse significative des dividendes perçus pour un nombre limité d'établissements de crédit. En effet, le poste **des autres revenus nets** connaît une forte chute en comparaison annuelle (-19,9%).

---

<sup>10</sup> En raison de changements majeurs dans le reporting prudentiel bancaire au cours de l'année 2016 et 2017 (Circulaire CSSF 15/621), le périmètre d'agrégation a été adapté afin de mieux refléter l'évolution des comptes de profits et pertes des banques luxembourgeoises. En conséquence, les chiffres pour la période de septembre 2016 ont été réajustés pour refléter un périmètre d'agrégation plus large et comparable à celui du nouveau reporting de septembre 2017.

La forte progression des **frais généraux** est notamment liée à l'accroissement soutenu des autres frais généraux. Cette tendance concerne la grande majorité des banques de la place financière et reflète des investissements dans de nouvelles infrastructures techniques, des charges dues à des événements extraordinaires ainsi que les coûts à supporter par les banques pour leur mise en conformité avec d'importantes nouvelles normes comptables et réglementations qui prendront effet dans les mois à venir.

En raison des développements susmentionnés, le résultat avant provisions diminue de 5,5% en comparaison annuelle.

#### Comptes de profits et pertes au 30 septembre 2017

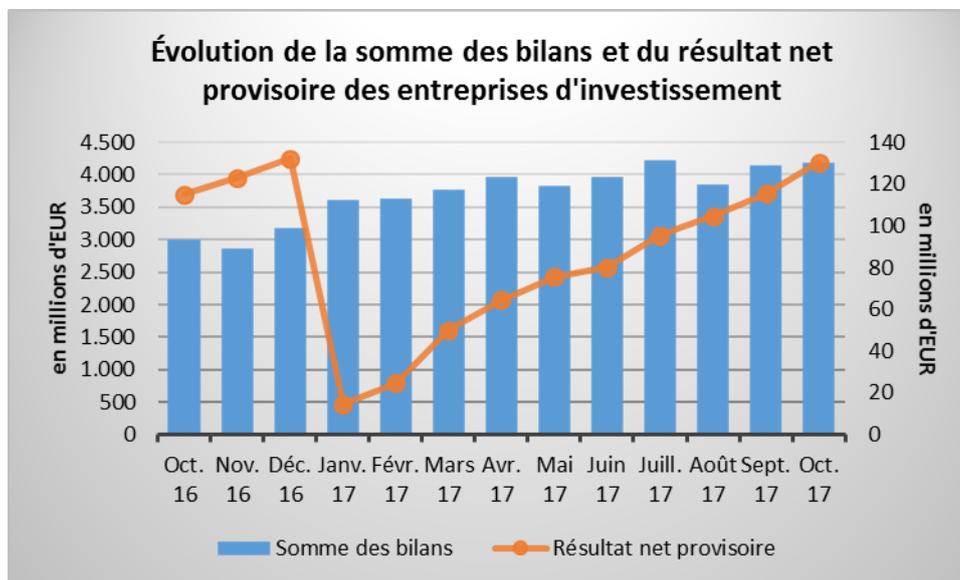
Postes en millions d'EUR	Septembre 2016	Septembre 2017	%
Marge d'intérêts	3.552	3.690	3,9%
Revenus nets de commissions	3.354	3.515	4,8%
Autres revenus nets <sup>11</sup>	1.931	1.547	-19,9%
<b>Produit bancaire</b>	<b>8.837</b>	<b>8.752</b>	<b>-1,0%</b>
Frais de personnel	2.289	2.314	1,1%
Autres frais généraux	2.098	2.231	6,4%
<b>Frais généraux</b>	<b>4.387</b>	<b>4.545</b>	<b>3,6%</b>
<b>Résultat avant provisions</b>	<b>4.450</b>	<b>4.207</b>	<b>-5,5%</b>

<sup>11</sup> Y compris les dividendes perçus.

STATISTIQUES

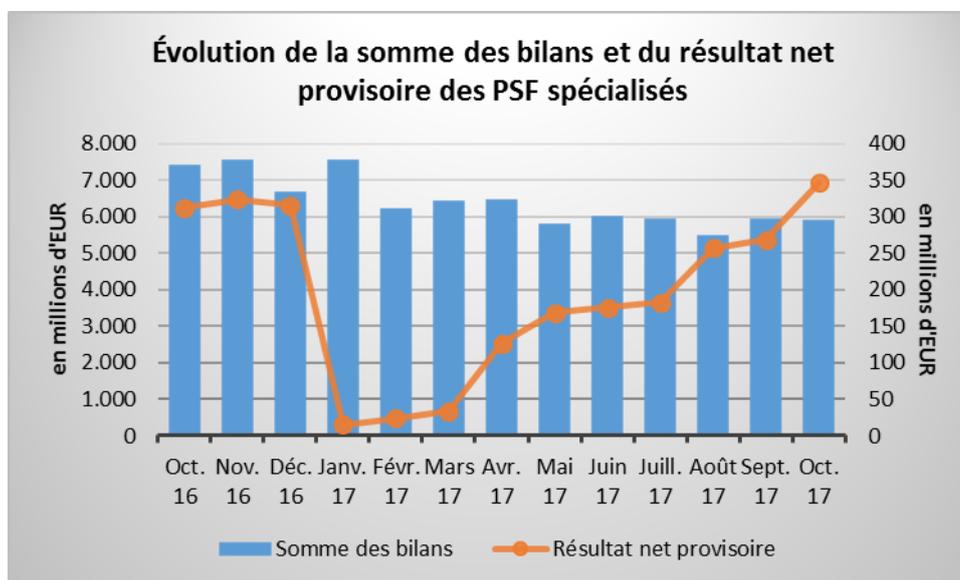
Entreprises d'investissement

Somme des bilans au 31 octobre 2017 en hausse



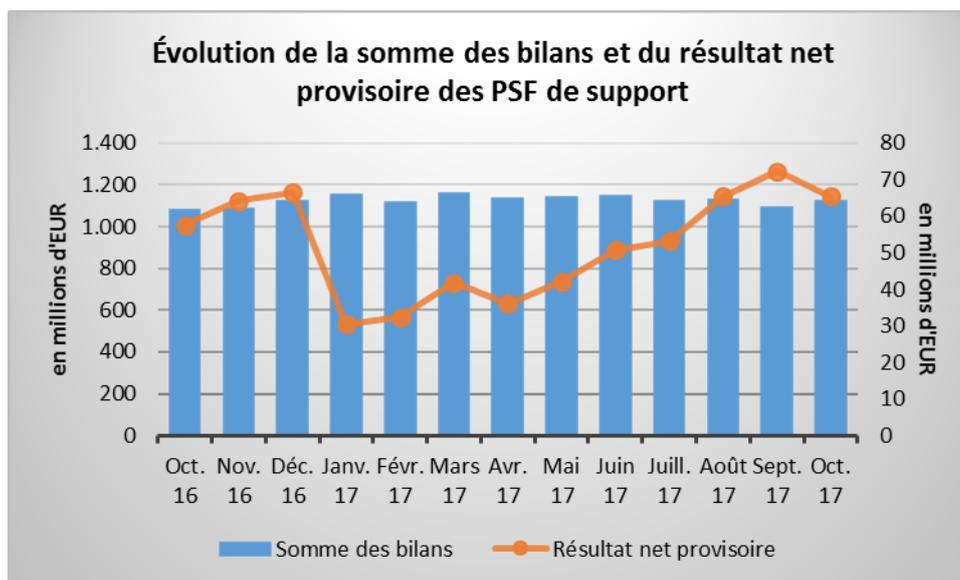
PSF spécialisés

Somme des bilans au 31 octobre 2017 en baisse



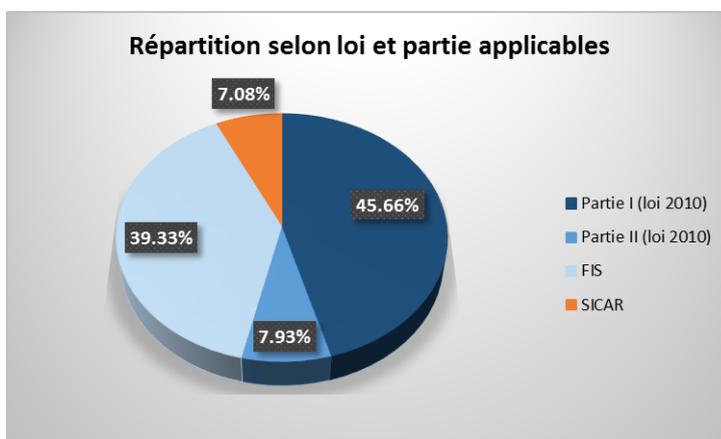
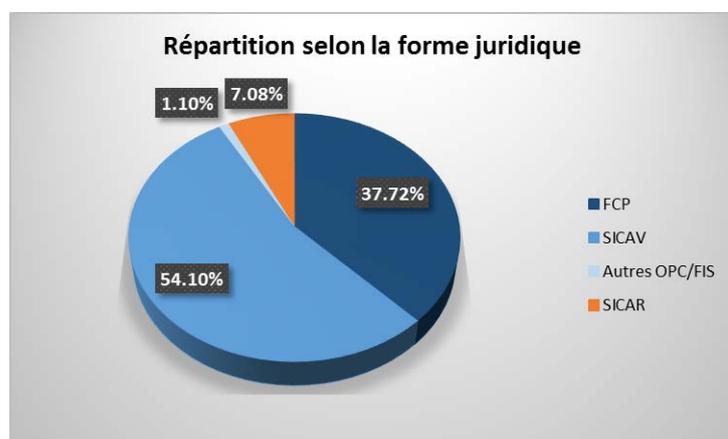
## PSF de support

### Somme des bilans au 31 octobre 2017 en hausse



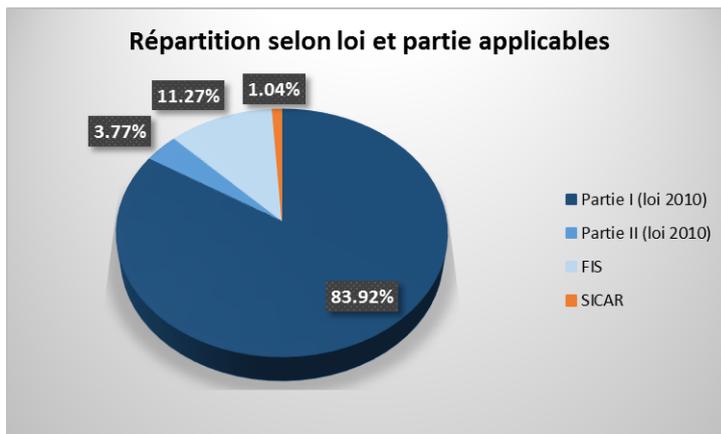
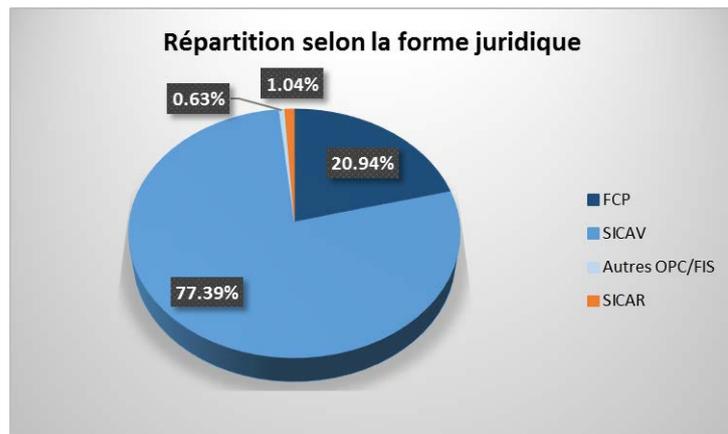
## OPC (Situation au 31 octobre 2017)

### Nombre d'OPC



Loi, partie/forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	1.000	871	0	0	<b>1.871</b>
Partie II (loi 2010)	164	158	3	0	<b>325</b>
FIS	382	1.188	42	0	<b>1.612</b>
SICAR	0	0	0	290	<b>290</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1.546</b>	<b>2.217</b>	<b>45</b>	<b>290</b>	<b>4.098</b>

## Actifs nets des OPC



Loi, partie/forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
<b>Partie I (loi 2010)</b>	647,584	2.822,872	0,000	0,000	<b>3.470,456</b>
<b>Partie II (loi 2010)</b>	54,435	100,838	0,656	0,000	<b>155,929</b>
<b>FIS</b>	163,794	276,938	25,481	0,000	<b>466,213</b>
<b>SICAR</b>	0,000	0,000	0,000	43,097	<b>43,097</b>
<b>TOTAL</b>	<b>865,813</b>	<b>3.200,648</b>	<b>26,137</b>	<b>43,097</b>	<b>4.135,695</b>

## Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités <sup>12</sup>
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.236,017	3.112
Valeurs mobilières à revenu variable	1.220,548	3.805
Valeurs mobilières diversifiées	893,558	4.033
Fonds de fonds	252,325	2.170
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	332,300	240
Liquidités	1,538	20
Valeurs mobilières non cotées	29,870	197
Capitaux à risque élevé	1,706	31
Immobilier	58,385	344
Futures et/ou Options	13,450	124
Autres valeurs	52,901	229
Public-to-Private	0,097	3
Mezzanine	2,458	12

<sup>12</sup> Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

Venture Capital (SICAR)	6,613	90
Private Equity (SICAR)	33,929	301
<b>TOTAL</b>	<b>4.135,695</b>	<b>14.711</b>

### Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITES	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
<b>PARTIE I</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.128,629	2.523	51,459	38,601	12,858
Valeurs mobilières à revenu variable	1.156,185	3.419	46,405	38,739	7,666
Valeurs mobilières diversifiées	715,469	2.838	27,512	20,033	7,479
Fonds de fonds	145,458	995	4,465	2,526	1,939
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	312,773	183	124,715	118,428	6,287
Liquidités	0,961	10	0,037	0,234	-0,197
Futures et/ou Options	7,374	56	0,250	0,229	0,021
Autres valeurs	3,607	10	0,104	0,137	-0,033
<b>TOTAL PARTIE I:</b>	<b>3.470,456</b>	<b>10.034</b>	<b>254,947</b>	<b>218,927</b>	<b>36,020</b>
<b>PARTIE II</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	25,295	110	0,496	0,665	-0,169
Valeurs mobilières à revenu variable	14,511	64	0,217	0,330	-0,113
Valeurs mobilières diversifiées	56,485	201	1,331	1,127	0,204
Fonds de fonds	31,217	299	0,879	0,936	-0,057
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	15,208	46	0,665	1,166	-0,501
Liquidités	0,560	8	0,010	0,008	0,002
Valeurs mobilières non cotées	4,690	15	0,116	0,058	0,058
Capitaux à risque élevé	0,003	1	0,000	0,000	0,000
Immobilier	1,472	21	0,002	0,000	0,002
Futures et/ou Options	2,925	27	0,011	0,095	-0,084
Autres valeurs	3,563	13	0,071	0,024	0,047
<b>TOTAL PARTIE II:</b>	<b>155,929</b>	<b>805</b>	<b>3,798</b>	<b>4,409</b>	<b>-0,611</b>
<b>FIS</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	82,093	479	1,970	2,910	-0,940
Valeurs mobilières à revenu variable	49,852	322	1,429	0,804	0,625
Valeurs mobilières diversifiées	121,604	994	2,987	5,273	-2,286

Fonds de fonds	75,650	876	1,506	0,682	0,824
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	4,319	11	0,260	0,220	0,040
Liquidités	0,017	2	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	25,180	182	0,401	0,052	0,349
Capitaux à risque élevé	1,703	30	0,050	0,000	0,050
Immobilier	56,913	323	1,410	0,137	1,273
Futures et/ou Options	3,151	41	0,189	0,031	0,158
Autres valeurs	45,731	206	1,407	1,037	0,370
<b>TOTAL FIS:</b>	<b>466,213</b>	<b>3.466</b>	<b>11,609</b>	<b>11,146</b>	<b>0,463</b>
<b>SICAR</b>					
Public-to-Private	0,097	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	2,458	12	0,000	0,001	-0,001
Venture Capital	6,613	90	0,011	0,006	0,005
Private Equity	33,929	301	0,086	0,343	-0,257
<b>TOTAL SICAR</b>	<b>43,097</b>	<b>406</b>	<b>0,097</b>	<b>0,350</b>	<b>-0,253</b>
<b>TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS</b>	<b>4.135,695</b>	<b>14.711</b>	<b>270,451</b>	<b>234,832</b>	<b>35,619</b>

### Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
Etats-Unis	862,000	20,8%	187	4,6%	1.063	7,2%
Royaume-Uni	720,883	17,4%	276	6,7%	1.550	10,5%
Allemagne	596,585	14,4%	1.406	34,3%	2.720	18,5%
Suisse	561,597	13,6%	579	14,1%	2.759	18,7%
France	356,981	8,6%	329	8,0%	1.447	9,8%
Italie	348,230	8,4%	149	3,6%	1.262	8,6%
Belgique	174,010	4,2%	171	4,2%	964	6,6%
Pays-Bas	94,501	2,3%	51	1,3%	245	1,7%
Luxembourg	85,918	2,1%	235	5,7%	663	4,5%
Danemark	80,831	2,0%	25	0,6%	185	1,3%
Autres	254,159	6,2%	690	16,9%	1.853	12,6%
<b>TOTAL</b>	<b>4.135,695</b>	<b>100,0%</b>	<b>4.098</b>	<b>100,0%</b>	<b>14.711</b>	<b>100,0%</b>

### Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	5,285	0,128%	29	0,197%
CAD	1,674	0,041%	26	0,177%
CHF	49,336	1,193%	293	1,992%
CNH	1,670	0,040%	25	0,170%
CNY	0,085	0,002%	3	0,020%
CZK	1,355	0,033%	63	0,428%
DKK	1,488	0,036%	12	0,082%
EUR	2.256,372	54,559%	9.427	64,081%
GBP	110,479	2,671%	319	2,168%
HKD	4,760	0,115%	10	0,068%
HUF	0,325	0,008%	35	0,238%
JPY	68,512	1,657%	208	1,414%
MXN	0,016	0,000%	1	0,007%
NOK	5,022	0,121%	32	0,218%
NZD	0,698	0,017%	5	0,034%
PLN	0,474	0,011%	22	0,150%
RON	0,510	0,012%	5	0,034%
SEK	49,471	1,196%	182	1,237%
SGD	0,412	0,010%	3	0,020%
TRY	0,072	0,002%	3	0,020%
USD	1.577,652	38,147%	4.006	27,231%
ZAR	0,027	0,001%	2	0,014%
<b>TOTAL</b>	<b>4.135,695</b>	<b>100,000%</b>	<b>14.711</b>	<b>100,000%</b>

### Fonds de pension

Au 11 décembre 2017, **13 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

À la même date, **18** professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

### Organismes de titrisation

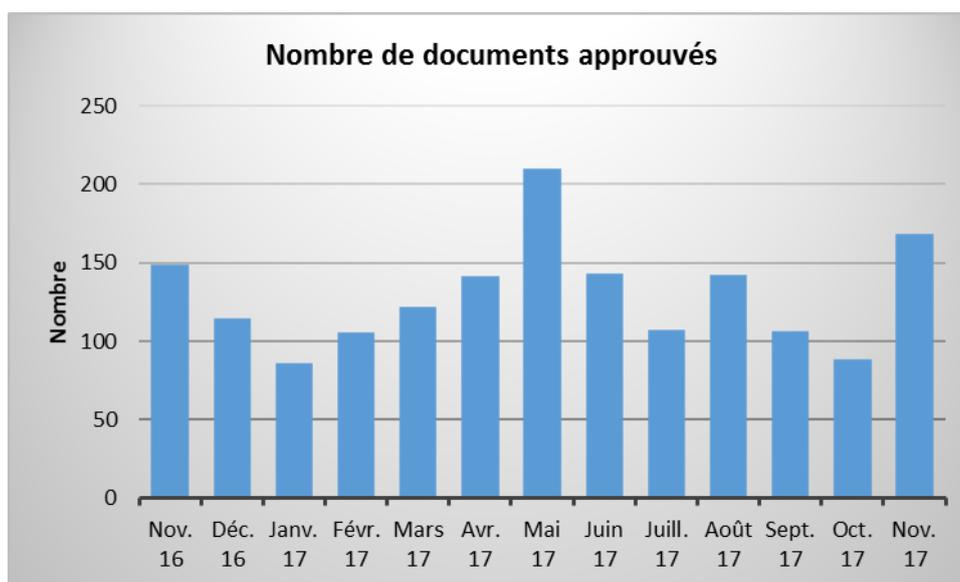
Le nombre des **organismes de titrisation agréés** par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **34** unités au 6 décembre 2017.

## Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 30 novembre 2017, **55 cabinets de révision agréés** et **308 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **39 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

## Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé (Partie II et Partie III, Chapitre 1 de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières)

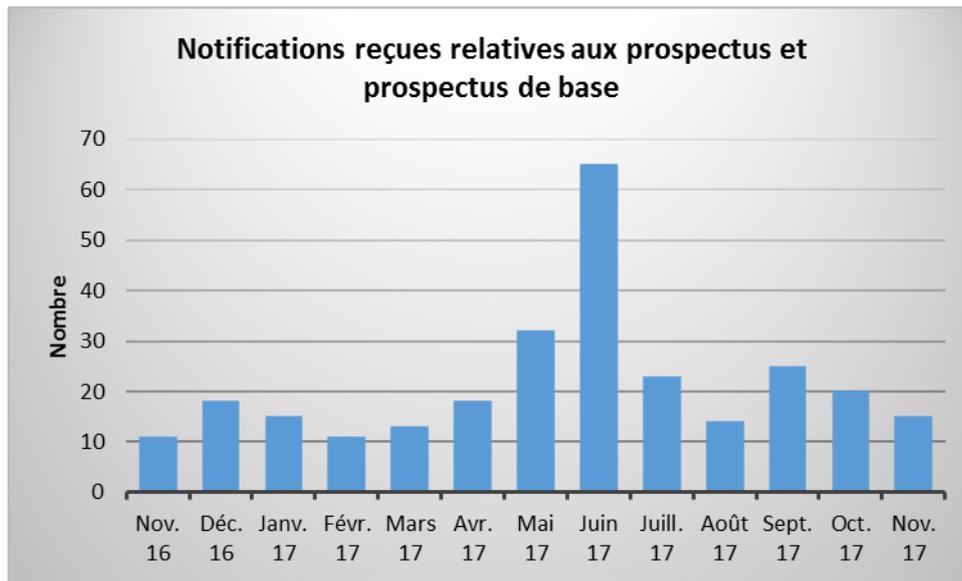
### Approbations par la CSSF



Au cours du mois de novembre 2017, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 168 documents, qui se répartissent comme suit :

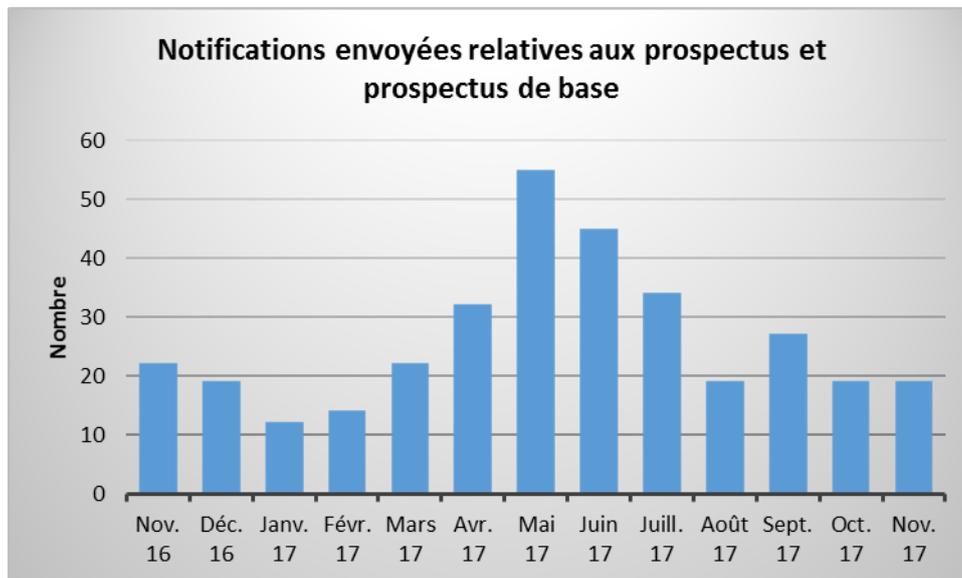
prospectus de base :	17	(10,12 %)
autres prospectus :	32	(19,05 %)
suppléments :	119	(70,83 %)

## Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de novembre 2017, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, 15 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 98 notifications relatives à des suppléments.

## Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de novembre 2017, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, 19 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 79 notifications relatives à des suppléments<sup>13</sup>.

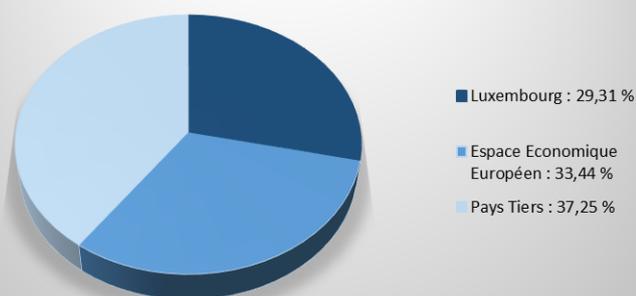
<sup>13</sup> Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

## Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

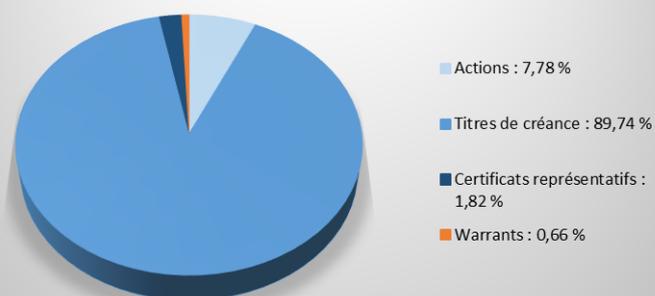
Depuis le 10 novembre 2017, trois émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, sept émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 7 décembre 2017, 604 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



### RETRAITS DECIDES PAR LA CSSF

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé OPPIDUM CAPITAL FUND SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 23 novembre 2017.

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé VISCONTI FUND I, SLP-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 7 décembre 2017.

## PLACE FINANCIERE

## Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (22/12/2017)	141 <sup>14</sup>	aucune variation
	Somme des bilans (30/06/2017)	EUR 763,446 mia	↘ EUR 9,821 mia
	Résultat avant provisions (30/09/2017)	EUR 4,207 mia	↘ EUR 201 mio
Etablissements de paiement	Nombre (22/12/2017)	9	↘ 1 entité
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (22/12/2017)	6	↗ 2 entités
OPC	Nombre (14/12/2017)	Partie I loi 2010 : 1 869	↘ 21 entités
		Partie II loi 2010 : 324	↘ 31 entités
		FIS : 1 590	↘ 57 entités
		TOTAL : 3 783	↘ 109 entités
	Nombre (14/12/2017)	SICAR : 288	↗ 5 entités
	Patrimoine global net (31/10/2017)	EUR 4 135,695 mia	↗ EUR 471,767 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (30/11/2017)	202	aucune variation
	Somme des bilans (30/09/2017) <sup>15</sup>	EUR 14,233 mia	↗ EUR 1,211 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (30/11/2017)	171	aucune variation
Gestionnaires de FIA	Nombre (14/12/2017)	227	↗ 11 entités
Fonds de pension	Nombre (11/12/2017)	13	↘ 1 entité
Organismes de titrisation agréés	Nombre (06/12/2017)	34	aucune variation
Entreprises d'investissement	Nombre (22/12/2017)	103 dont 6 succursales	↘ 8 entités
	Somme des bilans (31/10/2017)	EUR 4,181 mia	↗ EUR 1,194 mia
	Résultat net provisoire (31/10/2017)	EUR 130,386 mio	↗ EUR 15,396 mio
PSF spécialisés	Nombre (22/12/2017)	113	↘ 12 entités
	Somme des bilans (31/10/2017)	EUR 5,893 mia	↘ EUR 1,521 mia
	Résultat net provisoire (31/10/2017)	EUR 345,976 mio	↗ EUR 34,146 mio
PSF de support	Nombre (22/12/2017)	78	↗ 1 entité
	Somme des bilans (31/10/2017)	EUR 1,124 mia	↗ EUR 43 mio
	Résultat net provisoire (30/09/2017)	EUR 65,53 mio	↗ EUR 8,03 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (07/12/2017)	604	↘ 68 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (30/11/2017)	55 cabinets de révision agréés	↘ 11 entités
		308 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 13 personnes
		39 contrôleurs et entités de pays tiers	↘ 2 entités
Emploi ()	Banques	26 030 personnes	↘ 102 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15)	4 275 personnes	↗ 310 personnes
	Entreprises d'investissement	2 288 personnes	↗ 14 personnes
	PSF spécialisés	4 124 personnes	↗ 174 personnes
	PSF de support	9 467 personnes	↗ 481 personnes
	Total	46 184 personnes	↗ 877 personnes <sup>16</sup>

<sup>14</sup> Une différence avec le nombre relevé sous l'application « Entités Surveillées » peut apparaître. Cette différence s'explique par le fait que la liste sous l'application inclut des banques déjà fermées, mais dont la fermeture n'a pas encore été confirmée par la BCE.

<sup>15</sup> Chiffres provisoires

<sup>16</sup> Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.